

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture ;
Après délibération,
Arrête :

Article 1^{er}. Le coefficient de la redevance pour l'année 2015 s'élève à 1,6137.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Art. 3. Le Ministre flamand qui a les ressources naturelles dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 décembre 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
G. BOURGEOIS

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture,
J. SCHAUVLIEGE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29791]

26 NOVEMBRE 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des services du Gouvernement de la Communauté française, du conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du comité de secteur XVII

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 ;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), l'article 13, remplacé par le décret du 27 février 2003 ;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de formation en cours de carrière, l'article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003 ;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », l'article 24, § 2, modifié par le décret du 26 mars 2009 ;

Vu le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, l'article 140, § 3 ;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études qui habilite le Gouvernement à arrêter, notamment, le statut du personnel de l'Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur (ARES), l'article 24 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII ;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 26 novembre 2013;

Vu l'avis de l'Inspectrice des Finances, donné le 9 décembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 décembre 2013;

Vu le protocole n° 430 du Comité de Secteur XVII, conclu le 13 janvier 2014;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Institut de la Formation en cours de carrière (IFC), donné le 11 février 2014;

Vu l'avis du Conseil de direction du Conseil supérieur de l'Audiovisuel (CSA) de la Communauté française, donné le 13 février 2014;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.), donné le 14 février 2014;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 17 février 2014;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication (ETNIC), donné le 24 février 2014;

Vu l'accord du Ministre Fédéral des Pensions, donné le 2 juin 2014;

Vu l'avis 56.396/2 du Conseil d'Etat, donné le 18 juin 2014 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (ARES), donné le 24 octobre 2014;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 13, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, le point 3^o est remplacé et complété avec un 3^obis rédigés comme suit :

« 3^o le décès du conjoint ou de la personne avec laquelle l'agent vivait en couple: cinq jours ouvrables ;

3^obis le décès d'un parent ou allié au premier degré soit de l'agent, soit du conjoint ou de la personne avec laquelle l'agent vit en couple : quatre jours ouvrables. ».

Art. 2. La section 2 du Chapitre IX du même arrêté, comprenant les articles 117 à 123, est remplacée par la section suivante :

« Section 2. – Prestations réduites pour raisons médicales

Article 117. L'agent peut demander à exercer sa fonction dans le cadre de prestations réduites pour raisons médicales :

1° en vue de se réadapter au rythme de travail, après une absence ininterrompue pour maladie d'au moins 30 jours ;

2° lorsque, suite à une inaptitude médicale de longue durée, il est empêché de travailler à temps plein.

L'appréciation de la situation médicale de l'agent et l'octroi de prestations réduites pour raisons médicales sont assurés par un médecin désigné par le service de contrôle médical.

Article 118. § 1^{er} L'agent visé à l'article 117, 1°, peut reprendre ses fonctions à concurrence de 50 %, 60 % ou 80 % de ses prestations normales pour une période de maximum trois mois.

Les prestations réduites peuvent être accordées par période d'un mois. Des prolongations peuvent être accordées pour une période équivalente, si le service de contrôle médical estime lors d'un nouvel examen que l'état de santé de l'agent le justifie. Les dispositions de l'article 120 sont applicables.

§ 2. L'agent visé à l'article 117, alinéa 1^{er}, 2°, peut reprendre ses fonctions à concurrence de 50 %, 60 % ou 80 % de ses prestations normales pour une période de maximum douze mois, à moins que le médecin de l'administration de l'Expertise médicale estime que le nouvel examen doit avoir lieu plus tôt.

Des prolongations peuvent être accordées pour douze mois maximum, si le service de contrôle médical estime lors d'un nouvel examen que l'état de santé de l'agent le justifie. Les dispositions de l'article 120 sont d'application.

§ 3. A chaque examen, le médecin désigné par le service de contrôle médical juge si l'agent est apte à prester 50 %, 60 % ou 80 % de ses prestations normales.

Au cours d'une période de prestations réduites pour raisons médicales, l'agent visé au paragraphe 2 peut demander un nouvel examen médical auprès du service de contrôle médical en vue d'adapter son régime de travail.

§ 4. Les prestations réduites visées au paragraphe 1^{er} s'effectuent tous les jours, à moins que le médecin désigné par le service de contrôle médical en décide autrement.

Les prestations réduites visées au paragraphe 2 s'effectuent selon une répartition des prestations sur la semaine, conformément à l'avis du service de contrôle médical.

Article 119. Sont considérées comme congé les absences de l'agent lorsqu'il effectue des prestations réduites en application de la présente section.

Ce congé est assimilé à une période d'activité de service.

Article 120. L'agent visé à l'article 117, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, bénéficie de son traitement complet pour les trois premiers mois des prestations réduites pour raisons médicales.

L'agent visé à l'article 117, alinéa 1^{er}, 2°, bénéficie à partir du quatrième mois du traitement dû pour les prestations réduites, augmenté de 60 % du traitement qui aurait été dû pour les prestations non fournies.

Article 121. Le congé pour prestations réduites pour raisons médicales est suspendu dès que l'agent obtient ou est absent pour l'une des causes suivantes :

1° un congé de maternité;

2° un congé de paternité ;

3° un congé d'adoption ou congé d'accueil;

4° un congé parental;

5° un congé pour prestations réduites pour convenance personnelle ;

6° un congé pour interruption de la carrière professionnelle;

7° la semaine de quatre jours;

8° le travail à mi-temps à partir de cinquante ou cinquante-cinq ans.

L'autorisation d'effectuer des prestations réduites pour raisons médicales est temporairement interrompue lors d'une absence pour maladie, pour un accident du travail, pour un accident sur le chemin du travail et pour une maladie professionnelle.

Article 122. § 1^{er}. L'agent qui désire bénéficier des prestations réduites pour raisons médicales doit avoir obtenu l'avis du médecin du service du contrôle médical au moins cinq jours ouvrables avant le début des prestations réduites.

L'agent visé à l'article 117, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, doit produire un certificat médical et un plan de réintégration établis par son médecin traitant. Dans le plan de réintégration, le médecin traitant mentionne la date probable de reprise intégrale du travail.

L'agent visé à l'article 117, alinéa 1^{er}, 2°, doit produire un rapport médical circonstancié, établi par un médecin spécialiste.

§ 2. Le médecin désigné par le service du contrôle médical se prononce sur l'aptitude médicale de l'agent à reprendre ses fonctions à concurrence de 50 %, 60 % ou 80 % de ses prestations normales. Il remet aussi rapidement que possible, le cas échéant, après avoir consulté le médecin traitant visé au paragraphe 1^{er}, ses constatations écrites à l'agent.

§ 3. Après la remise des constatations par le médecin désigné par le service du contrôle médical dans le cadre d'une demande de prestations réduites pour raisons médicales visées à l'article 117, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, l'agent peut désigner un médecin-arbitre de commun accord avec le service de contrôle médical, dans les deux jours ouvrables qui suivent la remise des constatations en vue de régler le litige médical. Si aucun accord ne peut être conclu dans les deux jours ouvrables, l'agent peut désigner, en vue de régler le litige médical, un médecin-arbitre qui satisfait aux dispositions de la loi du 13 juin 1999 relative à la médecine de contrôle et figure sur la liste fixée en exécution de la loi précitée.

Le médecin-arbitre effectue l'examen médical et statue sur le litige médical dans les trois jours ouvrables qui suivent sa désignation. Toute autre constatation demeure couverte par le secret professionnel.

Les frais de cette procédure ainsi que les éventuels frais de déplacement de l'agent sont à charge de la partie qui n'obtient pas gain de cause.

Le médecin-arbitre porte sa décision à la connaissance de celui qui a délivré le certificat médical, du médecin désigné par le service de contrôle médical et de l'agent. Ils en sont immédiatement avertis par lettre recommandée à la poste.

Article 123. Si le service de contrôle médical estime qu'un agent absent pour cause de maladie est apte à reprendre l'exercice de ses fonctions à concurrence de 50 %, 60 % ou 80 % de ses prestations normales, il en informe le Secrétaire général ou le fonctionnaire dirigeant l'organisme d'intérêt public ou le (la) présidente du conseil supérieur de l'audiovisuel qui invite l'agent à reprendre le travail. ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il a été publié au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 1^{er} qui produit ses effets le 1^{er} janvier 2014.

Toutefois, les prestations réduites accordées par application de la réglementation que remplace l'article 2 du présent arrêté restent régies par cette réglementation antérieure.

Art. 4. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 novembre 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29791]

26 NOVEMBER 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen door de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), inzonderheid op artikel 13, vervangen door het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, inzonderheid op artikel 45, tweede lid, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn), afgekort "O.N.E.", inzonderheid op artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 26 maart 2009;

Gelet op het gecoördineerde decreet van 26 maart 2009 over de audiovisuele mediadiensten, artikel 140, § 3;

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, dat de Regering ertoe machtigt, onder andere, het statuut bij besluit te bepalen van het personeel van de ARES, artikel 24;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 26 november 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 december 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 12 december 2013;

Gelet op het protocol nr. 430 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 13 januari 2014;

Gelet op het advies van de Directieraad van het "Institut de la Formation en cours de carrière", gegeven op 11 februari 2014;

Gelet op het advies van de Directieraad van de "Conseil supérieur de l'Audiovisuel (CSA)" van de Franse Gemeenschap, gegeven op 13 februari 2014;

Gelet op het advies van de Directieraad van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", gegeven op 14 februari 2014;

Gelet op het advies van Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 17 februari 2014;

Gelet op het advies van het "Entreprise publique des technologies nouvelles de l'Information et de la Communication" (ETNIC), gegeven op 24 februari 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Federale Minister van Pensioenen, gegeven op 2 juni 2014;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 56.396/2, gegeven op 18 juni 2014 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de Directieraad van de ARES, gegeven op 24 oktober 2014;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 13, eerste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, wordt punt 3^o vervangen en aangevuld met een 3^o*bis*, luidend als volgt:

3^o overlijden van de echtgenoot, van de persoon met wie het personeelslid als koppel samenleefde: 5 werkdagen;

3^o*bis* overlijden van een bloed- of aanverwant in de eerste graad van het personeelslid of van de persoon met wie het personeelslid als koppel samenleeft: 4 werkdagen. "

Art. 2. Afdeling 2 van Hoofdstuk IX van hetzelfde besluit, waarin de artikelen 117 tot 123 vervat zijn, wordt door de volgende afdeling vervangen:

“Afdeling 2. – Verminderde prestaties om medische redenen

Art. 117. De ambtenaar kan vragen om zijn ambt met verminderde prestaties om medische redenen uit te oefenen:

1° om zich opnieuw aan te passen aan het normale arbeidsritme, na een ononderbroken afwezigheid wegens ziekte van minstens dertig dagen;

2° wanneer hij wegens een langdurige medische ongeschiktheid verhinderd is voltijds te werken.

De beoordeling van de medische toestand van de ambtenaar en de toekenning van de verminderde prestaties om medische redenen gebeuren door een arts aangewezen door de medische controledienst.

Art. 118. § 1. De ambtenaar bedoeld bij artikel 117, 1°, kan zijn ambt opnieuw opnemen ten belope van 50 %, 60 % of 80 % van zijn normale prestaties voor een periode van maximum drie maanden.

De verminderde prestaties mogen worden toegestaan voor een periode van één maand. Verlengingen mogen worden toegestaan voor een gelijkwaardige periode, indien de medische controledienst gedurende een nieuw onderzoek oordeelt dat de gezondheidstoestand van de ambtenaar dit verantwoordt. De bepalingen van artikel 120 zijn van toepassing.

§ 2. De ambtenaar bedoeld bij artikel 117, eerste lid, 2°, kan zijn ambt opnieuw opnemen ten belope van 50 %, 60 % of 80 % van zijn normale prestaties voor een periode van maximum twaalf maanden, tenzij de arts van het bestuur voor medische expertise oordeelt dat het nieuw onderzoek vroeger plaats moet vinden.

Verlengingen mogen worden toegestaan voor ten hoogste twaalf maanden, indien de medische controledienst bij een nieuw onderzoek oordeelt dat de gezondheidstoestand van de ambtenaar dit verantwoordt. De bepalingen van artikel 120 zijn van toepassing.

§ 3. Bij elk onderzoek oordeelt de arts aangewezen door de medische controledienst of de ambtenaar geschikt is om 50 %, 60 % of 80 % van zijn normale prestaties te leveren.

Tijdens een periode van verminderde prestaties om medische redenen kan de in § 2 bedoelde ambtenaar een nieuw medisch onderzoek aanvragen bij de medische controledienst met het oog op het aanpassen van zijn arbeidsstelsel.

§ 4. De verminderde prestaties bedoeld in § 1 worden elke dag verricht, tenzij de arts van de medische controledienst er anders over beslist.

De in § 2 bedoelde verminderde prestaties worden verricht volgens een verdeling van de prestaties over de week, overeenkomstig het advies van de medische controledienst.

Art. 119. De dagen dat een ambtenaar afwezig is tijdens deze periode van verminderde prestaties om medische redenen worden als verlof beschouwd.

Dit verlof wordt met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld.

Art. 120. De ambtenaar bedoeld bij artikel 117, eerste lid, 1° en 2°, geniet zijn volledige wedde voor de eerste drie maanden van zijn verminderde prestaties om medische redenen.

De ambtenaar bedoeld bij artikel 117, eerste lid, 2°, geniet vanaf de vierde maand de wedde die verschuldigd is voor de verminderde prestaties, vermeerderd met 60 % van de wedde die verschuldigd zou zijn voor de prestaties die niet worden verstrekt.

Art. 121. Het verlof wegens verminderde prestaties om medische redenen wordt opgeschort zodra de ambtenaar ofwel recht heeft op of afwezig is wegens:

1° een moederschapsverlof;

2° een vaderschapsverlof;

3° een adoptie- of opvangverlof;

4° een ouderschapsverlof;

5° een verlof wegens verminderde prestaties om persoonlijke redenen;

6° een verlof om loopbaanonderbreking;

7° de vierdagenweek;

8° halftijdse betrekking vanaf 50 of 55 jaar.

De machtiging om verminderde prestaties om medische redenen te verrichten, wordt tijdelijk onderbroken tijdens een afwezigheid wegens ziekte, arbeidsongeval, een ongeval op de weg van en naar het werk en een beroepsziekte.

Art. 122. § 1. De ambtenaar die verminderde prestaties om medische redenen wenst te genieten, dient het advies verkregen te hebben van de arts van de medische controledienst minstens vijf werkdagen vóór de aanvang van de verminderde prestaties.

De ambtenaar bedoeld bij artikel 117, eerste lid, 1° en 2°, dient een medisch attest en een plan voor herinschakeling voor te leggen opgesteld door zijn behandelende arts. In het plan voor herinschakeling vermeldt de behandelende arts de vermoedelijke datum van de volledige werkhervatting.

De ambtenaar bedoeld bij artikel 117, eerste lid, 2°, dient een omstandig medisch verslag voor te leggen opgesteld door een gespecialiseerde arts.

§ 2. De arts aangewezen door de medische controledienst spreekt zich uit over de medische geschiktheid van de ambtenaar om zijn ambt ten belope van 50 %, 60 % of 80 % van de normale prestaties weer op te nemen. Hij overhandigt, zo spoedig mogelijk, desgevallend, na de behandelende arts bedoeld bij § 1 te hebben geraadpleegd, zijn bevindingen schriftelijk aan de ambtenaar.

§ 3. Na de overhandiging van de bevindingen door de arts aangewezen door de medische controledienst, in het kader van een aanvraag voor verminderde prestaties om medische redenen bedoeld in artikel 117, eerste lid, 1° en 2°, kan de ambtenaar vragen dat, in gemeenschappelijk overleg met de medische controledienst, binnen de twee werkdagen na de overhandiging van de bevindingen, een arts-scheidsrechter wordt aangewezen om het medisch geschil te beslechten. Indien geen akkoord wordt gevonden binnen de twee werkdagen, kan de ambtenaar, met het oog op het beslechten van het medisch geschil, een arts-scheidsrechter aanwijzen die aan de bepalingen van de wet van 13 juni 1999 betreffende de controlegeneeskunde beantwoordt en op de lijst opgenomen wordt, bepaald in uitvoering van bovenvermelde wet.

De arts-scheidsrechter voert het medisch onderzoek uit en beslecht het medisch geschil binnen de drie werkdagen na zijn aanwijzing. Elke andere vaststelling blijft beschermd door het beroepsgeheim.

De kosten van deze procedure, alsmede de eventuele verplaatsingskosten van de ambtenaar, vallen ten laste van de in het ongelijk gestelde partij.

De arts-scheidsrechter brengt diegene die het geneeskundig getuigschrift heeft afgeleverd, de arts aangewezen door de medische controledienst, alsook de ambtenaar, op de hoogte van zijn beslissing. Ze worden onmiddellijk bij een ter post aangetekende brief verwittigd.

Art. 123. Indien de medische controledienst van oordeel is dat een ambtenaar die afwezig is wegens ziekte geschikt is om zijn ambt terug op te nemen ten belope van 50 %, 60 % of 80 % van zijn normale prestaties, geeft hij daarvan kennis aan de secretaris-generaal of de leidend ambtenaar van de instelling van openbaar nut of de voorzitter van de Hoge raad voor de audiovisuele sector, die dan de ambtenaar uitnodigt het werk te hervatten.”.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand die volgt deze gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* werd bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 1 dat met ingang van 1 januari 2014 uitwerking heeft.

Nochtans, blijven de verminderde prestaties toegekend met toepassing van de wetgeving vervangen door artikel 2 van dit besluit, aan deze reglementering onderworpen.

Art. 4. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 november 2014.

De Minister-president,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2014/32029]

24 OKTOBER 2014. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de modaliteiten van de beheerscontrole

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, inzonderheid op artikel 78, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 maart 2014;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 11 september 2014;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 8 oktober 2014, in toepassing van artikel 84, 1e lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. ordonnantie : de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle;

2. diensten van de Regering : diensten zoals gedefinieerd in artikel 2, 1° van de ordonnantie, d.w.z. het(de) Ministerie(s) van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

3. autonome bestuursinstellingen : instellingen zoals gedefinieerd in artikel 85 van de ordonnantie;

4. gewestelijke entiteit : de gewestelijke entiteit zoals bepaald in artikel 2, 2° van de ordonnantie; d.w.z. de diensten van de Regering en de autonome bestuursinstellingen die zijn ondergebracht onder de sectoriële code 13.12, rubriek « Deelstaatoverheid », van het Europees systeem van nationale en regionale rekeningen, vervat in de Verordening (EG) nr. 2223/96 van de Raad van 25 juni 1996 betreffende het Europees systeem van de nationale en regionale rekeningen in de Gemeenschap;

5. ambtenaar-generaal : de secretaris-generaal, de adjunct-secretaris-generaal en elke directeur-generaal van de diensten van de Regering, evenals de titularissen van gelijkwaardige functies in de autonome bestuursinstellingen;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2014/32029]

24 OCTOBRE 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale concernant les modalités du contrôle de gestion

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, notamment l'article 78, telle que modifiée;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 mars 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 septembre 2014;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 8 octobre 2014, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1. ordonnance : l'ordonnance organique du 23 février 2006 fixant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle;

2. services du Gouvernement : services tels que définis à l'article 2, 1° de l'ordonnance, c.-à-d. le(s) Ministère(s) de la Région de Bruxelles-Capitale;

3. organismes administratifs autonomes : organismes tels que définis à l'article 85 de l'ordonnance;

4. entité régionale : l'entité régionale telle que définie à l'article 2, 2° de l'ordonnance; c.-à-d. les services du Gouvernement et les organismes administratifs autonomes qui sont repris sous le code sectoriel 13.12, rubrique « Administrations d'Etats fédérés », du Système européen des comptes nationaux et régionaux, contenu dans le Règlement (CE) n° 2223/96 du Conseil du 25 juin 1996 relatif au système européen des comptes nationaux et régionaux dans la Communauté;

5. fonctionnaire général : le secrétaire général, le secrétaire général adjoint et chacun des directeurs généraux des services du Gouvernement, ainsi que les titulaires de fonctions équivalentes dans les organismes administratifs autonomes;